



Communiqué de Presse

Discours de Bayrou : vieilles recettes pour nouveaux reculs

Le Premier ministre François Bayrou a présenté, lundi 15 juillet, une série d'annonces censées répondre à la crise économique actuelle.

Une fois encore, le gouvernement persiste à imposer des logiques de rigueur budgétaire, de flexibilisation du travail et de casse des services publics avec la suppression de deux jours fériés, le gel des pensions et des minimas sociaux, suppression des postes de fonctionnaires...et une augmentation du budget militaire. Bref un arsenal néo-libéral et guerrier, vendu comme incontournable alors que les cadeaux aux entreprises continuent de pleuvoir ...

Ce sont toujours les mêmes qui sont sommés de payer : les travailleuses et les travailleurs, les jeunes, les retraité-es, les précaires. La logique d'austérité se poursuit, avec des annonces qui préparent de nouvelles attaques contre la protection sociale, les statuts, les salaires et les droits collectifs.

Les organisations CGT, FSU et Solidaires de Loire-atlantique s'opposent fermement à ces nouveaux reculs. Ils s'inscrivent dans la continuité d'un pouvoir déconnecté des réalités du monde du travail, mais bien aligné sur les intérêts du patronat.

Alors que les inégalités explosent, que les conditions de travail se dégradent, et que les urgences sociales, écologiques et démocratiques appellent un changement de cap radical, le gouvernement choisit de s'entêter dans un modèle à bout de souffle qui privilégie toujours les plus riches.

Nous appelons dès maintenant les travailleurs et travailleuses dans les entreprises, les administrations, les établissements scolaires, les hôpitaux, les territoires, à se rencontrer, s'organiser, se syndiquer, afin de construire ensemble une mobilisation d'ampleur à la rentrée.

Face aux attaques à venir, il nous faut préparer un automne de luttes pour imposer d'autres choix :

- Le renforcement des services publics,
- L'augmentation des salaires,
- Le retour immédiat du droit à la retraite à 62 ans, étape vers la retraite à 60 ans.
- La réduction du temps de travail à 32h,
- La fin des exonérations patronales sans contreparties,
- La justice fiscale et sociale.

Rien ne se fera sans nous. Rien ne se fera contre nous.